



CHAPITRE 58

Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Jean

[Sanctionnée le 11 février 1959]

CHAPTER 58

An Act to amend the charter of the city of St. John's

[Assented to, the 11th of February, 1959]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Saint-Jean a, par sa pétition, représenté qu'à la suite de l'augmentation de sa population, de son développement industriel et commercial et de l'expansion récente de son territoire, la bonne administration des affaires municipales et l'intérêt public requièrent que sa charte soit modifiée et que des pouvoirs complémentaires lui soient accordés, plus particulièrement en ce qui concerne: la division de la cité en quartiers; la date des élections, les heures de bureau; la Cour municipale; les délibérations du conseil; la taxe de locataire; la cotisation de lots aux intersections de rues; l'augmentation de l'allocation annuelle au maire et aux conseillers; la permission de vendre ou louer tout immeuble pour des fins scolaires;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1890,
c. 71, s. 4,
am.

I. Le paragraphe 19° de l'article 4 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, est remplacé par le suivant:

"juge".

"19° Le mot "juge" à moins d'indication contraire signifie tout juge de la Cour supérieure, tout juge de paix et magistrat, le juge de la Cour municipale et le maire. Les expressions "cour" ou "tribunal" sont synonymes et signifient, à

Preamble.

WHEREAS the city of St. John's has, by its petition, represented that, as a result of the increase of its population, its industrial and commercial development and the recent expansion of its territory, the proper administration of municipal affairs and the public interest require that its charter be amended and that additional powers be granted to it, more particularly as regards: the division of the city into wards; the date of the elections; business hours; the Municipal Court; the deliberations of the council; the tenants' tax; the assessment of lots at street intersections; the increase of the annual allowances to the mayor and councillors and authorization to sell or let any immovable for school purposes;

Whereas it is expedient to grant such petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

I. Paragraph 19 of section 4 of the 1890, c. 71, s. 4, am. act 53 Victoria, chapter 71, is replaced by the following:

"19. The word "judge", means any "judge". judge of the Superior Court, any justice of the peace, district magistrate, the judge of the Municipal Court and the mayor. The French expressions "cour" or "tribunal" are synonymous and mean,

moins d'indication contraire, toutes cours ayant juridiction en vertu de cette loi;".

unless otherwise indicated, every court having jurisdiction under this act;".

1890,
c. 71,
a. 25,
remp.

2. L'article 25 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, remplacé par l'article 3 de la loi 7 George V, chapitre 71, est de nouveau remplacé par le suivant:

2. Section 25 of the act 53 Victoria, chapter 71, replaced by section 3 of the act 7 George V, chapter 71, is again replaced by the following:

Division
en quar-
tiers.

"25. La cité est divisée en trois quartiers respectivement désignés sous le nom de "Quartier Nord", "Quartier Centre", "Quartier Sud", et se décrivent comme suit:

"25. The city shall be divided into three wards, respectively designated under the names of "North Ward", "Centre Ward", "South Ward", and described as follows:

Quartier
Nord.

Quartier Nord: Borné à l'est, au nord et à l'ouest par les limites territoriales de cette cité, au sud par le côté nord de la propriété de la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien jusqu'à la jonction des voies ferrées principales de cette dernière avec celles des chemins de fer nationaux du Canada et de ce point en direction nord-ouest par le côté nord-est du droit de passage par les voies principales de cette dernière compagnie.

North Ward: Bounded on the east, north and west by the territorial limits of the city, on the south by the north side of the property of the Canadian Pacific Railway Company as far as the junction of the main tracks of the latter with those of the Canadian National Railways and from such point northwesterly along the northeast side of the right-of-way for the main tracks of the latter company.

Quartier
Centre.

Quartier Centre: Borné au nord et au sud par les quartiers nord et sud ci-dessus et ci-après décrits, et à l'est et ouest par les limites de la cité.

Centre Ward: Bounded on the north and south by the north and south wards hereinabove and hereinafter described, and on the east and west by the limits of the city.

Quartier
Sud.

Quartier Sud: Borné à l'est, au sud et à l'ouest par les limites territoriales de cette cité, au nord par le côté sud du pont des chemins de fer nationaux du Canada, par les propriétés de cette dernière compagnie servant pour ses voies principales jusqu'à la jonction de cesdites voies principales avec celles de la compagnie du Pacifique Canadien et de ce point de jonction vers l'ouest par le côté sud du droit de passage pour les voies principales de cette dernière jusqu'à la limite ouest de la cité. Toutefois, sera considérée comme faisant partie du quartier sud la partie des propriétés des chemins de fer nationaux du Canada se trouvant au sud de la rue Frontenac."

South Ward: Bounded on the east, south and west by the territorial limits of the city, on the north by the south side of the bridge of the Canadian National Railways, by the properties of the latter company utilized for its main tracks as far as the junction of such main tracks with those of the Canadian Pacific Railway Company and from such junction-point towards the west by the southern side of the right-of-way for the main tracks of the latter to the western limit of the city. However, the portion of the properties of the Canadian National Railways situated south of Frontenac street shall be considered as forming part of south ward."

1890,
c. 71,
a. 31, am.

3. Le deuxième alinéa de l'article 31 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, est remplacé par le suivant:

3. The second paragraph of section 31 of the act 53 Victoria, chapter 71, is replaced by the following:

Heures de
bureau.

"Sauf les jours fériés ce bureau doit être ouvert et accessible au public du lundi au vendredi, inclusivement de neuf heures du matin à midi et de une heure

"Except on holidays such office shall be open and of access to the public from Monday to Friday inclusive, from nine o'clock in the morning to noon and from

Office
hours.

à quatre heures de l'après-midi et le vendredi soir de sept à neuf heures."

one to four o'clock in the afternoon, and on Friday evening from seven till nine o'clock."

1890,
c. 71,
a. 32,
remp.

4. L'article 32 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, remplacé par l'article 4 de la loi 7 George V, chapitre 71, est de nouveau remplacé par le suivant:

4. Section 32 of the act 53 Victoria, chapter 71, replaced by section 4 of the act 7 George V, chapter 71, is again replaced by the following:

Composi-
tion du
conseil.

"32. Le conseil se compose d'un maire et de six conseillers dont deux pour chaque quartier."

"32. The council is composed of a mayor and six councillors, two for each ward."

Composi-
tion of
council.

1890,
c. 71,
a. 42, am.

5. L'article 42 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, remplacé par l'article 2 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 82, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

5. Section 42 of the act 53 Victoria, chapter 71, replaced by section 2 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 82, is amended by adding thereto the following paragraph:

Augmen-
tation.

"Le montant de ces allocations peut toutefois être augmenté par règlement du conseil soumis à l'approbation des électeurs propriétaires suivant les formalités des articles 303 et suivants de la charte."

"However, the amount of such allowances may be increased by by-law of the council submitted for approval to the electors who are property owners in accordance with the formalities of sections 303 and following of the charter."

Increase.

1890,
c. 71,
a. 134,
remp.

6. L'article 134 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, modifié par l'article 11 de la loi 7 George V, chapitre 71, est remplacé par le suivant:

6. Section 134 of the act 53 Victoria, chapter 71, amended by section 11 of the act 7 George V, chapter 71, is replaced by the following:

1890,
c. 71,
s. 134,
replaced.

Électeurs: **"134.** Les personnes suivantes âgées de vingt et un ans accomplis, ont droit d'être inscrites sur la liste des électeurs pour la cité et, une fois inscrites, de voter aux élections qui ont lieu en vertu de cette loi, savoir:

"134. The following persons being of the full age of twenty-one years, are entitled to be registered upon the electors' list for the city and, when so registered, to vote at elections to be held under the provisions of this act, namely:

Electors:

Proprié-
taires;

1° Toute personne dont le nom est porté au rôle d'évaluation en vigueur comme propriétaire d'un bien immobilier situé dans un quartier de la cité de la valeur réelle d'au moins cent (\$100.00) dollars tel qu'il appert au rôle d'évaluation.

1. Every person entered on the last valuation roll, in force, as the owner of immovable property in a ward of the city of the assessed value of at least one hundred (\$100.00) dollars as shown on the valuation roll.

Owners;

Indivis;

Si la propriété immobilière appartient par indivis à plusieurs propriétaires, chacun de ceux-ci a droit à un vote à raison de sa part, pourvu que la proportion de la valeur cotisée de la propriété correspondant à sa part, s'élève à la somme suffisante pour lui donner la qualité d'électeur;

If such immovable property is owned by several persons *par indivis*, each of them shall be entitled to a vote in respect thereof, provided the proportion of the assessed value of the property, corresponding to his share thereof, amounts to a sum sufficient to qualify him as a voter;

Indivis;

Loca-
taires;

2° Toute personne tenant feu et lieu dans un quartier de la cité et dont le nom est inscrit sur le dernier rôle d'évaluation en vigueur comme locataire ou occupant

2. Every person residing in a ward of the city whose name is entered on the last valuation roll in force as tenant or occupant of a house or part of a house in

Tenants;

d'une maison ou de partie d'une maison dans un quartier de la cité de la valeur annuelle d'au moins trente (\$30.00) dollars;

Locataires de magasins, etc.;

3° Toute personne inscrite sur le dernier rôle d'évaluation en vigueur, comme locataires dans un quartier de la cité de la comptoir, boutique, bureau ou place d'affaires dans [un quartier de] la cité de la valeur annuelle d'au moins trente (\$30.00) dollars lors même que cette personne n'y réside pas et n'y tient pas feu et lieu.

Sociétés, etc.;

Cette disposition s'applique à toute personne faisant partie d'une société ou compagnie et dont la proportion ou part du loyer ou de la valeur annuelle s'élève à au moins trente (\$30.00) dollars.

Occupation;

Mais dans un cas comme dans l'autre il faut que la personne occupe elle-même ledit magasin, comptoir, boutique, bureau ou place d'affaires;

Autres personnes;

4° Les personnes énumérées au paragraphe 4° de l'article 494 de cette loi et qui auront été inscrites au dernier rôle d'évaluation en vigueur;

Citoyenneté.

5° Toute personne pour avoir droit de vote doit être citoyen canadien."

1890, c. 71, a. 134a, aj.

7. La loi 53 Victoria, chapitre 71, est modifiée en ajoutant après l'article 134, le suivant:

Droit de vote.

"134a. Toute personne inscrite sur la liste des électeurs a droit de voter à l'élection du maire.

Idem.

Toute personne inscrite sur la liste des électeurs a droit de voter à l'élection des conseillers, dans chacun des quartiers où elle a qualité d'électeur."

1890, c. 71, a. 137, remp.

Époque de la confection de la liste des électeurs.

8. L'article 137 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, est remplacé par le suivant:

"137. Avant le vingt janvier de chaque année, le secrétaire-trésorier est tenu de faire pour la cité une liste alphabétique des noms des personnes qui d'après les livres et les listes fournies par les secrétaires des écoles paraissent avoir payé toutes leurs redevances municipales et scolaires au trente et un décembre précédent inclusivement et qui d'après les rôles d'évaluation en vigueur de la cité, paraissent être électeurs aux termes de cette loi."

a ward of the city of the annual value of at least thirty (\$30.00) dollars;

3. Every person, entered on the last assessment roll in force as the tenant or occupant of any warehouse, counting-house, shop, office or place of business in a ward of the city of the annual value of at least thirty (\$30.00) dollars, even when such person does not reside and is not a householder therein.

Tenants of stores, etc.;

This provision applies to any person belonging to a firm or association and whose proportion or share of the rent or annual value amounts to at least thirty (\$30.00) dollars.

Firms, etc.;

But in either case, such person must himself occupy such warehouse, counting-house, shop, office or place of business.

Occupation;

4. The persons mentioned in paragraph 4 of section 494 of this act and who are entered on the last valuation roll in force.

Other persons;

5. Every person must be a Canadian citizen in order to be entitled to vote."

Citizenship.

7. The act 53 Victoria, chapter 71, is amended by adding after section 134, the following:

1890, c. 71, s. 134a, added.

"134a. Every person entered on the electors' list shall be entitled to vote at the election of the mayor.

Right to vote.

Every person entered on the electors' list shall be entitled to vote at the election of the councillors, in each of the wards where he is qualified to vote."

Idem.

8. Section 137 of the act 53 Victoria, chapter 71, is replaced by the following:

1890, c. 71, s. 137, replaced.

"137. Before the twentieth of January in each year, the secretary-treasurer is bound to make for the city an alphabetical list of the names of the persons who, according to the books and lists supplied by secretaries of schools appear to have paid all their municipal and school dues up to the thirty-first of the previous December, inclusively, and who, according to the valuation rolls of the town then in force, appear to be electors under the terms of this act."

Date for the preparation of list of electors.

1890,
c. 71,
a. 140,
remp.

Ce que la
liste doit
mention-
ner.

9. L'article 140 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, est remplacé par le suivant:

"140. Outre le nom de l'électeur, la liste doit mentionner son état, sa qualité de propriétaire, locataire ou homme de profession, en désignant la profession et le quartier où les quartiers dans lequel ou lesquels il a qualité d'électeur."

1890,
c. 71,
a. 153,
remp.

10. L'article 153 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, remplacé par l'article 13 de la loi 7 George V, chapitre 71, est de nouveau remplacé par le suivant:

Durée
d'office
des con-
seillers.

"153. Les conseillers sont élus pour trois (3) ans à la majorité des votes des électeurs municipaux du quartier au siège duquel ils auront été présentés et mis en nomination.

Désigna-
tion des
conseil-
lers.

Les sièges des conseillers de la cité sont désignés par les numéros de 1 à 6 inclusivement et les numéros 1 et 5 sont les sièges du quartier centre, 2 et 3 ceux du quartier sud, et 4 et 6 ceux du quartier nord.

Rotation.

Deux conseillers sortent de charge chaque année et sont remplacés à l'élection annuelle.

Ordre
actuel
continué.

L'ordre actuel de leur renouvellement continuera d'être observé."

1890,
c. 71,
a. 155,
remp.

Époque
des élec-
tions.

Termes
prolongés.

11. L'article 155 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, est remplacé par le suivant:

"155. Les élections ont lieu annuellement dans le mois d'avril.

Le terme d'office du maire et des conseillers qui seraient sortis de charge en février 1959 est prolongé jusqu'après les élections d'avril 1959 et celui des conseillers qui seraient sortis de charge en février 1960 et en février 1961 est prolongé jusqu'après les élections d'avril 1960 et d'avril 1961 respectivement, sujet aux dispositions de l'article 154."

1890,
c. 71,
a. 156,
remp.

Présenta-
tion des
candidats.

12. L'article 156 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, est remplacé par le suivant:

"156. La formalité de la présentation ou nomination des candidats a lieu le troisième lundi d'avril à dix (10) heures du matin dans une salle de l'hôtel de ville

9. Section 140 of the act 53 Victoria, chapter 71, is replaced by the following:

"140. In addition to the elector's name, the list must mention his status, his qualification as a proprietor, tenant or professional, indicating the profession and the ward or wards in which he is qualified to vote."

10. Section 153 of the act 53 Victoria, chapter 71, replaced by section 13 of the act 7 George V, chapter 71 is again replaced by the following:

"153. The councillors shall be elected for three (3) years by the majority of the municipal electors of the ward for the seat for which they presented themselves and were nominated.

The seats of the councillors of the city shall be designated by numbers 1 to 6 inclusively and numbers 1 and 5 shall be the seats for centre ward, 2 and 3 those for south ward, and 4 and 6 those for north ward.

Two of the councillors shall go out of office each year and be replaced at the annual election.

The present order of their renewal shall continue to be followed."

11. Section 155 of the act 53 Victoria, chapter 71, is replaced by the following:

"155. The elections are held annually in the month of April.

The term of office of the mayor and of the councillors who would have gone out of office in February, 1959 shall be prolonged until after the elections of April, 1959 and that of the councillors who would have gone out of office in February, 1960 and in February, 1961 shall be prolonged until after the elections of April, 1960 and April, 1961 respectively, subject to the provisions of section 154."

12. Section 156 of the act 53 Victoria, chapter 71, is replaced by the following:

"156. The nomination of the candidates shall take place on the third Monday of April, at the hour of ten (10) in the forenoon, in a room in the city hall, in

1890,
c. 71,
s. 140,
replaced.

What
list must
mention.

1890,
c. 71,
s. 153,
replaced.

Term of
office
of coun-
cillors.

Designa-
tion of
coun-
cillors.

Rotation.

Present
order con-
tinued.

1890,
c. 71,
s. 155,
replaced.

Date of
elections.

Terms
extended.

1890,
c. 71,
s. 156,
replaced.

Nomina-
tion of
candi-
dates.

à défaut d'un autre endroit désigné par le conseil."

default of any other place indicated by the council."

1890, c. 71, ss. 180, 181, remp. **13.** Les articles 180 et 181 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, remplacé par l'article 20 de la loi 7 George V, chapitre 71, sont de nouveau remplacés par les suivants:

13. Sections 180 and 181 of the act 53 Victoria, chapter 71, replaced by section 20 of the act 7 George V, chapter 71, are again replaced by the following: ^{1890, c. 71, ss. 180, 181, replaced.}

Vote. **"180.** Les électeurs votent pour l'un des candidats à la mairie.

"180. The electors shall vote for one of the candidates for mayor. ^{Vote.}

Idem. **"181.** Les électeurs votent pour un des candidats à la charge de conseiller, de chaque quartier où ils ont qualité d'électeur."

"181. The electors shall vote for one of the candidates for the office of councillor, for each ward where they are qualified to vote. ^{Idem.}

1890, c. 71, a. 313a, aj. **14.** La loi 53 Victoria, chapitre 71, est modifiée en ajoutant après l'article 313, l'article suivant:

14. The act 53 Victoria, chapter 71, is amended by adding after section 313, the following section: ^{1890, c. 71, s. 313a, added.}

Règle-
ments: Bon
ordre,
etc., aux
séances;
Époque,
etc., des
sessions;
Devoirs
des offi-
ciers. **"313a.** Le conseil peut par règlement: Régler la conduite des débats du conseil et le maintien du bon ordre pendant les séances du conseil ou de ses comités.

"313a. The council may by by-law: Regulate the procedure of the deliberations of the council and the keeping of order during the sittings of the council or of its committees; ^{By-laws: Order, etc., during sittings;}

Fixer l'époque des sessions ordinaires du conseil, et déterminer le nombre de jours que peuvent durer ces sessions.

Fix the time for the ordinary sessions of the council, and determine the number of days during which such sessions may last. ^{Time, etc., of sessions;}

Définir les devoirs des officiers du conseil non déterminés par cette loi."

Define such duties of the officers of the council as are not determined by this act. ^{Duties of officers.}

1890, c. 71, a. 494a, aj. **15.** La loi 53 Victoria, chapitre 71, est modifiée en y ajoutant après l'article 494, le suivant:

15. The act 53 Victoria, chapter 71, is amended by adding thereto after section 494, the following: ^{1890, c. 71, s. 494a, added.}

Réduc-
tion de
taxes. **"494a.** Le conseil peut à sa discrétion réduire le montant de la taxe imposée sur un locataire ou occupant d'un immeuble proportionnellement à la durée du bail ou de l'occupation pendant l'année fiscale, même s'il n'y a pas d'entrées au rôle de perception.

"494a. The council may at discretion reduce the amount of the tax imposed upon the tenant or occupant of an immoveable proportionately to the duration of the lease or of the occupation during the fiscal year, even if there are no entries thereof on the collection roll. ^{Reduction of taxes.}

Valida-
tion. Toutes réductions et perceptions de taxes ainsi faites depuis le 9 novembre 1957, sont valides et légales."

All reductions and collections of taxes so made since the 9th of November, 1957, are valid and legal. ^{Validation.}

1890, c. 71, a. 530, remp. **16.** L'article 530 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, est remplacé par le suivant:

16. Section 530 of the act 53 Victoria, chapter 71, is replaced by the following: ^{1890, c. 71, s. 530, replaced.}

Réclama-
tions pour
redevan-
ces muni-
cipales. **"530.** Le paiement de toutes redevances municipales peut être également réclamé par une action intentée au nom de la corporation devant la Cour de

"530. The payment of all municipal dues may also be claimed by a suit brought in the name of the corporation before the Magistrate's Court or before ^{Claims for municipal dues.}

magistrat ou devant la Cour municipale de la cité quel que soit le montant.”

the Municipal Court of the city whatever the amount may be.”

1890,
c. 71,
a. 572,
am.
Lots an-
gulaires.
Base de
cotisation.

17. L'article 572 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, est modifié en remplaçant le dernier alinéa par les suivants:

“Les lots situés aux coins de deux rues sont cotisables sur les deux rues.

Lorsque les lots situés aux coins des rues sont de fait cotisés pour les deux rues, la cotisation est alors basée sur la moitié du nombre de pieds qu'ont ces lots sur chaque rue.

Toutes cotisations ainsi faites depuis le 9 avril 1958 sont valides et régulières.”

Valida-
tion.

1890,
c. 71,
a. 583,
remp.
Juridic-
tion.

18. L'article 583 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, est remplacé par le suivant:

“**583.** Les cotisations pour canaux d'égout peuvent être également recouvrées par voie d'actions intentées devant la Cour de magistrat ou devant la Cour municipale quel que soit le montant.”

1890,
c. 71,
a. 609,
remp.
Recouv-
rement des
amendes.

19. L'article 609 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, est remplacé par le suivant:

“**609.** Les amendes imposées par les dispositions de cette loi ou par les règlements du conseil sont recouvrables devant la Cour de magistrat ou devant la Cour municipale de la cité.”

Disposi-
tions ap-
plicables.

20. Nonobstant toutes dispositions à ce contraires contenues dans la charte de la cité et ses amendements, les articles 642 à 697 inclusivement de la Loi des cités et villes tels que modifiés et leurs modifications à venir s'appliquent à la cité de Saint-Jean.

Cour mu-
nicipale.

La Cour municipale existe et fonctionne légalement en la cité de Saint-Jean depuis le 7 avril 1952.

Actes,
etc., non
invalidés.

L'absence de dispositions dans la charte de la cité concernant l'organisation de la Cour municipale n'est pas une cause de nullité des actes faits et des jugements rendus par cette cour, et les perceptions des redevances, amendes et frais depuis 1952 en vertu de décisions de ladite cour ne peuvent être invalides pour ce motif.

Pouvoirs
concer-

21. La cité de Saint-Jean a le pouvoir d'exécuter les travaux nécessaires à

17. Section 572 of the act 53 Victoria, chapter 71, is amended by replacing the last paragraph by the following:

“Lots situated on the corners of two streets are taxable on both streets.

When lots situated on the corners of streets are in fact taxed for both streets, the taxation shall then be based on one-half of the number of feet of the frontage of such lots on each street.

All taxation so effected since the 9th of April, 1958 is valid and regular.”

1890,
c. 71,
s. 572,
am.
Corner
lots.
Basis of
taxation.

Basis of
taxation.

Valida-
tion.

18. Section 583 of the act 53 Victoria, chapter 71, is replaced by the following:

“**583.** The assessments for sewers or drains may also be recovered by suit brought before the Magistrate's Court or before the Municipal Court whatever the amount may be.”

1890,
c. 71,
s. 583,
replaced.
Jurisdic-
tion.

Jurisdic-
tion.

19. Section 609 of the act 53 Victoria, chapter 71, is replaced by the following:

“**609.** The fines imposed by the provisions of this act or by the by-laws of the council are recoverable before the Magistrate's Court or before the Municipal Court of the city.”

1890,
c. 71, s.
609, re-
placed.
Recovery
of fines.

Recovery
of fines.

20. Notwithstanding any provision to the contrary contained in the charter of the city or its amendments, sections 642 to 697 inclusive of the Cities and Towns Act as amended and their future amendments shall apply to the city of St. John's.

Provisions
to apply.

The Municipal Court has legally existed and operated in the city of St. John's since the 7th of April, 1952.

Municipal
Court.

The absence of provisions in the city charter respecting the organization of the Municipal Court is not a cause of nullity of the things done and judgments rendered by such court, and the collections of dues, fines and costs made since 1952 in virtue of the decisions of the said court cannot be invalidated on such grounds.

Things
done, etc.,
not in-
validated.

21. The city of St. John's shall have the power to carry on the works necessary

Powers
respecting

nant cours d'eau, etc. la canalisation, la régularisation, le détournement, l'assainissement de tout cours d'eau et la construction de conduites d'égout. A ces fins, elle peut acquérir, soit de gré à gré ou par expropriation, les servitudes de passage ainsi que les terrains ou parties de terrain où seront exécutés les travaux.

Procédure en expropriation. Dans le cas d'expropriation, les procédures prévues aux articles 1066a et suivants du Code de procédure civile de la province de Québec s'appliquent à la cité.

Entrée en vigueur. **22.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

to canalize, grade, divert and purify any water-course and to lay out sewer mains. For such purposes, it may acquire, by mutual agreement or by expropriation, the servitudes of right of way as well as the lands or parts of land where such works will be carried on.

In the case of expropriation, the proceedings provided for in articles 1066a and following ones of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec shall apply to the city. Proceeding in expropriation.

22. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.